

BILLET D'ACTUALITÉ

REOUVRIR LE DETROIT D'ORMUZ

Par Philippe COSTE, ancien Ambassadeur

- *Les États-Unis ne peuvent se désintéresser du détroit d'Ormuz : hydrocarbures, engrais et hélium constituent trois vecteurs de vulnérabilité économique directe.*
- *La pénurie de gaz qatari, en interrompant 10 à 15 % de l'approvisionnement mondial en hélium, fragilise la chaîne de production des semi-conducteurs avancés, au moment précis où la demande liée à l'IA est appelée à quintupler d'ici 2035.*
- *L'OCDE anticipe une inflation américaine à 4,2 % et une croissance tombée à 1,7 % en 2026, des chiffres qui se dégraderaient sensiblement si le blocus du détroit venait à se prolonger.*

Parmi toutes ses annonces à donner le tournis (du progrès remarquable des négociations avec Téhéran au débarquement de troupes sur le sol iranien), Donald Trump a réitéré dans son grand discours du 1^{er} avril une idée qui mûrissait depuis quelques jours : que les États-Unis pouvaient se désintéresser du détroit d'Ormuz et en déléguer la réouverture aux pays qui en dépendaient le plus, à savoir, selon lui, les pays de la région et plus encore les Européens, Français et Britanniques en tête. « Les pays du monde qui importent du pétrole par le détroit d'Ormuz doivent préserver ce passage, a-t-il déclaré... C'est à eux de prendre l'initiative de protéger le pétrole dont ils sont si dépendants. »

Il est vrai que **la fermeture de fait du détroit affecte différemment les différentes régions du monde**. Le Moyen-Orient, dont l'essentiel des exportations est complètement interrompu et d'importantes infrastructures détruites, figure au premier rang des victimes. Puis vient l'Asie, principale cliente du Golfe, puis l'Europe, grande importatrice d'énergie fossile. Par comparaison, les États-Unis sont en effet moins exposés, notamment parce que, depuis la mise en exploitation des gaz de schiste, ils sont depuis une dizaine d'années redevvenus exportateurs nets d'hydrocarbures. Mais ce serait beaucoup trop dire que de les imaginer à l'abri des perturbations qui s'annoncent.

La fermeture du détroit touche les États-Unis de trois côtés, sans parler de l'impact sur eux des effets globaux de la crise.

Premier côté, les hydrocarbures évidemment. Les prix du pétrole et du gaz aux États-Unis ne peuvent être déconnectés des prix mondiaux. C'est ainsi que **le gallon d'essence vient de franchir la barre des 4 \$**, le seuil à partir duquel le consommateur-électeur américain commence à se cabrer. Encore n'est-ce qu'une moyenne. Les États de la côte ouest, qui s'approvisionnent en Asie pour leurs besoins en

essence et en kérosène, sont beaucoup plus touchés. En Californie, l'automobiliste paie en ce moment le gallon d'essence à 5,88 \$.

Le prix du diesel, quant à lui, carburant vital pour l'industrie, **a dépassé ces temps-ci 5 \$ le gallon**. Les conséquences vont s'en faire sentir sur les prix des transports, des produits alimentaires, des matériaux de construction, etc. S'agissant de l'agriculture, la crise survient au moment où les agriculteurs d'Amérique du Nord entament la saison des semis de printemps, période durant laquelle ils dépendent du diesel pour alimenter les machines agricoles lourdes telles que les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et les pompes. Les élevages sont particulièrement vulnérables via les véhicules utilisés pour le transport des animaux.

À cela s'ajoute une crise des engrais. Le Moyen-Orient est l'un des principaux producteurs de soufre, d'ammoniac et d'urée. Ces sous-produits du gaz servent à la fabrication des engrais phosphatés et des engrais azotés. Ils représentent près d'un tiers de l'approvisionnement mondial. Ils transitaient naturellement par le détroit d'Ormuz, aujourd'hui impraticable. Plus encore, **une bonne partie en était produite par l'usine géante et ultra-moderne de Ras Laffan, qui a été gravement et durablement endommagée par des bombardements, le 18 mars dernier**. Le prix des engrais a déjà augmenté de plus de 40 %.

Cette perturbation survient au moment où les agriculteurs de l'hémisphère nord abordent la période d'épandage d'engrais de printemps, qui déterminera les rendements des cultures plus tard dans l'année. **Ceux-ci pourraient chuter – jusqu'à moins 50 % – dès la première récolte**. Il faut s'attendre à des famines dans plusieurs régions du monde, notamment dans les pays en développement.

Bien que moins touchés, les États-Unis souffrent déjà, eux aussi, de la hausse des prix et des pénuries physiques. **À ce jour, un quart des agriculteurs américains n'ont pas encore obtenu leurs approvisionnements en engrais pour la prochaine saison des semis**. Et ils constituent un élément crucial de l'électorat de Donald Trump : 78 % des comtés qui dépendent de l'agriculture ont voté pour lui en 2024.

Et puis il y a aussi l'hélium. La pénurie de gaz qatari a entraîné l'interruption d'environ 10 à 15 % de l'approvisionnement mondial de ce produit, presque entièrement extrait, lui aussi, comme sous-produit des puits de gaz naturel. Contrairement à de nombreux intrants industriels, l'hélium est extrêmement difficile à stocker et à transporter. Il doit être refroidi à une température inférieure à -269 °C et expédié dans des conteneurs spéciaux à double paroi conçus pour minimiser l'évaporation. La paroi extérieure est remplie d'azote liquide afin de protéger l'hélium liquide de la chaleur extérieure. Ces conteneurs, dont le coût peut atteindre 1 million de dollars l'unité, sont disponibles en quantité limitée à l'échelle mondiale.

Or l'hélium est devenu de plus en plus crucial dans la fabrication avancée des semi-conducteurs, notamment dans la lithographie ultraviolette extrême, la technologie de pointe utilisée pour produire des puces à l'échelle de 2 nanomètres ou moins pour les puces d'IA. La demande devrait exploser, peut-être même quintupler d'ici 2035, sous l'effet de la complexité croissante de la production de puces.

Ainsi, **hydrocarbures, engrais, hélium sont les trois grandes raisons pour lesquelles l'économie américaine est en fait très intéressée par le libre passage dans le détroit d'Ormuz**. Mais elle est aussi directement concernée par les effets globaux de la crise économique qui se prépare.

Déjà, **l'OCDE prévoit que la guerre en Iran va provoquer une flambée de l'inflation à travers le monde**. Aux États-Unis, elle devrait atteindre 4,2 % cette année, le taux le plus élevé du G7. Toujours selon l'OCDE, l'inflation entraînant la hausse des taux d'intérêt, la croissance mondiale devrait ralentir à 2,9 % en 2026 et la croissance américaine plus encore avec 2 % cette année et 1,7 % l'an prochain, alors même qu'elle s'annonçait particulièrement dynamique avant l'attaque du 28 février.

Encore ces prévisions sont-elles établies sur la base d'une guerre courte, limitée à quelques semaines. Si le détroit d'Ormuz devait rester bloqué plus longtemps et, pire encore, si les Houthis devaient y ajouter des perturbations dans la mer Rouge, il faudrait s'attendre à une flambée supplémentaire d'inflation et à un ralentissement plus marqué de la croissance, l'une et l'autre, plus durables.

En vérité, **Donald Trump est bien dans la nasse et ne sait comment en sortir**, comme en témoigne l'abondance de ses déclarations contradictoires. Le dernier modèle de sa casquette arbore l'inscription « *Trump was right about everything* ». Il est sûrement très, très mauvais perdant. Tout cela n'augure rien de bon.

Philippe COSTE

Ancien Ambassadeur